

# Recensions

## **256 Sociologie du développement durable urbain : projets et stratégies métropolitaines françaises**

Philippe Hamman et Christine Blanc

Par Yves Francis Odia

## **259 Governing Sustainability**

W. Neil Adgar et Andrew Jordan

Par Naïma Bentayeb

---

## **SOCIOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE URBAIN : PROJETS ET STRATÉGIES MÉTROPOLITAINES FRANÇAISES**

De **Philippe Hamman** et **Christine Blanc**, Bruxelles, P.I.E Peter Lang, 2009, 260 p.

Lorsque l'on parle de développement durable, on a souvent à l'esprit l'image d'enjeux planétaires véhiculés par la couverture médiatique de grands sommets internationaux – Rio de Janeiro (1992), Johannesburg (2002), Cartagena (2003), Kyoto (2005), Copenhague (2009) – et tous les espoirs très vite désenchantés que ce battage médiatique a laissé entrevoir. Le livre *Sociologie du développement durable urbain : projets et stratégies métropolitaines françaises* de Philippe Hamman (professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg) et Christine Blanc (sociologue urbaniste) ramène la question du développement durable au niveau des collectivités locales. Il traite des questions de sa territorialisation dans les espaces urbains.

Résultat du prolongement d'un programme de recherche mené entre 2006 et 2008 à l'Université de Strasbourg en France, l'ouvrage analyse comment le développement durable urbain s'intègre dans les projets de construction ou de fabrication de la ville contemporaine. Les auteurs essaient de concilier un effort de théorisation avec le rendu des matériaux de première main recueillis grâce à la combinaison de plusieurs approches empiriques (observations ethnographiques, questionnaires, entretiens approfondis, etc.). Ils utilisent de larges extraits d'entretiens et de nombreux supports photographiques pour soutenir leur argumentaire. Divisé en cinq parties, le livre se focalise sur l'expérience récente de six grandes villes françaises : Bordeaux, Lille, Lyon, Montpellier, Nantes et Toulouse.

Dans la première partie, les auteurs s'intéressent aux différentes dimensions qu'appelle la notion de développement durable urbain, ce qui leur permet de mettre en lumière toute la diversité et la complexité pratique des enjeux avec lesquelles les acteurs et les institutions doivent composer. Ces enjeux sont d'abord multicompetences. En effet, Hamman et Blanc soulignent que le développement durable urbain est aujourd'hui vu par les acteurs comme un tout ; il devient ainsi

difficile d'accorder la priorité à un aspect au détriment d'un autre. Cette exigence de totalité engage les différents acteurs et les institutions à se reconnaître mutuellement un certain nombre de prérogatives et à agir dans un cadre de compétences partagées. Les enjeux sont ensuite multiacteurs et multiéchelles : il suffit à cet effet, comme le fait remarquer un fonctionnaire municipal, de jeter un coup d'œil sur l'organigramme des six villes et agglomérations urbaines pour se rendre compte de la présence d'un vice-président chargé du transport en commun, d'un vice-président vélo, d'un responsable pour la mobilité douce (marche), d'un responsable des espaces verts... Les enjeux sont enfin multisectoriels, étant donné que la dimension environnementale du développement durable urbain touche un grand nombre de projets : la consommation, l'occupation de l'espace, la maîtrise énergétique, l'assainissement de l'eau, la gestion et la valorisation des déchets, l'extension du végétal et des espaces verts, le transport collectif et les modes de circulation douce. Dans chacun de ces projets, le développement durable doit s'adapter aux considérations politiques, économiques et culturelles.

Dans la deuxième partie, les auteurs traitent de la question des canaux de mobilisation au moyen desquels le message du développement durable urbain est véhiculé : le portage politique et les méthodes d'affichage. S'agissant du portage politique des projets, les auteurs analysent les processus décisionnels en portant une attention particulière au jeu des acteurs dans les interrelations qui se nouent et à leur discours qui dévoile un engagement politique indéniable. Le message véhiculé par le développement durable urbain semble étroitement lié aux positions prises par les élus qui s'efforcent de projeter l'image de défenseurs engagés de l'environnement. À propos de l'affichage, sans surprise, il est vite devenu un enjeu de communication locale. En effet, tous les camps rivalisent d'ingéniosité pour trouver la bonne formule qui met de l'avant la place accordée à l'environnement et à l'épanouissement harmonieux de la population dans leur périmètre immédiat.

La troisième partie du livre traite des instruments, des dispositifs et des outils du développement durable urbain. Selon les auteurs, sur le plan opérationnel, la mise en œuvre du développement durable urbain oblige les élus à travailler en permanence dans une logique de projet urbain de développement complètement intégré. Ceci nécessite de recourir à des logiques expérimentales, lesquelles supposent la production d'instruments. Selon les auteurs, les instruments produits par le développement durable urbain obéiraient à des usages localement différenciés. En effet, les villes ont créé plusieurs labels (éco-quartier, haute qualité environnementale, qualité environnementale, agenda 21) qui sont érigés comme normes et dont les spécificités « varient d'une ville à l'autre quand bien même le dispositif est qualifié de la même façon ».

La partie suivante se penche sur la façon dont le développement durable se met au service de la participation. Les auteurs font remarquer que la participation citoyenne dans les pays démocratiques est un mouvement suffisamment présent. Il n'est donc pas question pour eux de vérifier son existence dans les projets de développement durable, mais plutôt de « savoir si cette dimension pèse ou non dans la production de "la ville durable" ». Pour que ce soit le cas, ils soutiennent qu'il est nécessaire de gérer les dispositifs de concertation institutionnelle et de démontrer

une volonté manifeste d'intégrer la participation citoyenne. Il faut bien établir dans la concertation la part qui revient au processus légal obligatoire – puisque les villes sont tenues par la loi de procéder à des concertations dans certains projets – et celle qui relève de la volonté des élus et des dirigeants de consulter les bénéficiaires ou utilisateurs des projets. C'est principalement à l'échelle communale que se situe le dispositif de communication, les élus municipaux étant directement choisis par la population, alors que les représentants des agglomérations ne le sont pas.

Dans la cinquième partie, les auteurs s'intéressent à la capacité du développement durable de jeter des ponts entre des domaines, des périmètres et des acteurs en coprésence. Le développement durable urbain cherche à faire le lien entre la qualité de vie et la qualité environnementale en focalisant une partie de l'attention sur l'enjeu des déplacements urbains et des espaces verts. Dans la ville de Nantes par exemple, il est considéré comme un maillon entre urbanisme et santé, puisqu'il aide à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et assure des gains de santé grâce à la mobilité douce et à la meilleure qualité de l'air. D'aucuns le considèrent comme un nouvel art de vivre ensemble « dans lequel on peut intégrer les modes de déplacement, les modes de consommation, d'aménagement ».

L'ouvrage de Philippe Hamman et Christine Blanc est accessible à un public large, même pour ceux qui ne sont pas familiers avec la thématique. Le graphisme en général, et particulièrement les nombreuses photos, donne plus d'aération au texte et permet de plonger un regard, quoique limité, sur la réalité décrite dans le texte. Grâce aux photos, une certaine proximité et un lien visuel ou imaginaire peuvent être établis avec les villes françaises dont l'expérience est vulgarisée. Les auteurs réussissent également à débattre des enjeux concrets du développement durable urbain en laissant la parole aux acteurs qui transigent avec cette réalité au quotidien. Le lecteur a par conséquent le sentiment d'être lui-même parfois en dialogue avec l'un des fonctionnaires ou l'un des élus chargés de donner à la ville contemporaine une apparence belle et durable. En terminant, il faut aussi souligner que le texte est rempli de dizaines d'abréviations et de sigles qui, à la longue, perturbent la lecture, puisqu'on est parfois obligé de revenir plusieurs pages en arrière pour « dénicher » la signification du sigle. La lecture du texte serait plus fluide si une liste des abréviations, avec leur signification, était disponible au début ou à la fin du livre.

*Par YVES FRANCIS ODIA*

*Étudiant au doctorat à l'École nationale d'administration publique du Québec*

---

## GOVERNING SUSTAINABILITY

Sous la direction de **W. Neil Adgar** et **Andrew Jordan**, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 338 p.

*Governing Sustainability* est un recueil d'essais dirigé par W. Neil Adgar et Andrew Jordan. L'idée de produire ce livre s'inscrit dans le cadre d'une série d'événements réalisés à l'occasion de la retraite de Tim O'Riordan de la School of Environmental Sciences de l'University of East Anglia (Royaume-Uni). L'hypothèse de base du livre veut que la crise du développement durable soit une crise de gouvernance. Les directeurs font le constat que ce qui est nécessaire pour gouverner le développement durable est clair, ce qui manque est une volonté politique et sociétale pour mettre en place les mécanismes et les procédures pour cette gouvernance. Ainsi, les auteurs discutent du lien entre le développement durable et la gouvernance dans une perspective multidisciplinaire. Les directeurs amorcent le collectif en posant les fondements conceptuels, alors qu'O'Riordan le conclut en mettant en lumière les différents débats soulevés par les nombreux collaborateurs et présente une prospective à la base des principaux thèmes traités.

Le livre est structuré en cinq parties. La première contextualise la vision des directeurs et montre comment chacun des auteurs apporte une perspective intéressante et différente. Dans le premier chapitre, les deux directeurs du collectif décrivent les principes de leurs conceptions du développement durable et de la gouvernance. Après une revue de la littérature au sujet de la gouvernance et l'exposé des définitions des principaux thèmes discutés, Adgar et Jordan présentent une genèse succincte du concept de développement durable depuis les années 1980 et les travaux de la Commission Brundtland. Il semblerait que le développement durable renforce plutôt les inégalités sociales, les riches en bénéficient alors que les pauvres en payent les frais selon Katrina Brown. Dans ce sens, elle appelle vers de nouvelles façons de gouverner qui permettent aux « voies marginalisées » de prendre place et aux priorités d'être incluses dans des changements institutionnels.

La deuxième partie examine la relation entre le gouvernement et l'État. Du point de vue de la science politique, Albert Weale met en avant le constat de l'existence de plusieurs modèles de gouvernance qui répondent aux besoins et aux particularités de chaque pays et de l'importance et du rôle du gouvernement dans ce domaine. Par ailleurs, la concentration des fonctions environnementales dans un seul ministère présente plusieurs avantages, notamment celui de développer la capacité environnementale des ministères et des agences dans un souci d'intérêt public. Philip Lowe et Katy Wilkinson soulignent pour leur part le changement survenu dans le rôle de l'État au moyen d'une étude de cas longitudinale dans laquelle les auteurs se sont intéressés aux interactions entre le Campaign to Protect Rural England, le gouvernement et les intérêts des producteurs dans le secteur agricole. Pour clore cette partie, Matthew Patterson estime que l'État n'est plus l'acteur dominant. Il est désormais un acteur dans un ensemble de relations sociales complexes et contradictoires qui structurent ses actions. Il doit s'adapter aux circonstances politiques, légales et économiques.

La troisième section traite du lien entre la gouvernance et la société civile, mais plus précisément du rôle des citoyens ou, comme les désigne Andy Dobson, des « citoyens écologiques ». Dobson examine les attitudes et les comportements dans le domaine de l'environnement, particulièrement lors de la présence d'incitatifs gouvernementaux. Il insiste sur l'importance de préparer les conditions adéquates pour les citoyens : « *If governments want citizens do their bit, then governments must do theirs* » (p. 140). De façon complémentaire, Jill Jäger explore l'interaction entre la science et la société selon un point de vue normatif. Selon elle, la connaissance ou la science devra jouer un rôle de premier ordre dans le développement durable. Le chapitre offre un tour d'horizon sur les avancées théoriques, il propose des suggestions intéressantes pour utiliser la science au profit du développement durable et discute des défis du passage de la science à l'action. Enfin, dans une perspective évaluative et avec une étude empirique menée auprès de différents praticiens, Jacquelin Burguess et Judy Clark ont poussé leur réflexion sur le rôle du public dans la gouvernance du développement durable. Le chapitre porte sur une étude empirique pour évaluer la participation des parties prenantes dans le processus de prise de décision environnementale. Les auteurs utilisent des cadres théoriques intéressants pour l'évaluation des processus de la participation du public.

Dans la partie suivante, les auteurs discutent de la prise de décision. Ils appellent à une plus grande implication du public dès le début du processus, ce qui, selon Andy Stirling, exige non seulement une gouvernance, mais un système de gouvernance plus réflexif. Stirling mentionne l'importance de distinguer la gouvernance réfléchie de la gouvernance réflexive et recourt à une analyse conceptuelle de plusieurs thèmes, dont la participation, la précaution, le développement durable et la réflexivité. De son côté, Ortwin Renn a tenté, à travers des cas isolés, mais pour lesquels les communautés ont participé avec succès à la prise de décision en cas de risque, d'étudier autant la mesure du risque que l'évaluation de la participation des parties prenantes dans la gouvernance du risque. Les deux auteurs du chapitre suivant ont effectué une analyse du rôle de l'économie dans la gouvernance du développement durable. Ils procèdent à un examen de l'origine de l'économie de l'environnement. Les points forts de même que les points faibles de l'économie environnementale et des ressources sont présentés. Bien que l'économie apporte plusieurs réponses dans le domaine de l'environnement durable, elle ne peut en fournir une définitive; un constat renforcé par John O'Neil dans le chapitre qui suit.

Les textes du collectif sont bien écrits et ils offrent non seulement une compréhension générale du concept de développement durable, mais aussi une analyse systémique des liens avec d'autres concepts de la gouvernance, comme la prise de décision, la participation du public, l'évaluation, etc. L'ouvrage respecte un équilibre entre théorie et pratique, et il offre des pistes théoriques et conceptuelles très inspirantes pour les chercheurs en administration publique et en analyse des politiques publiques. Il s'adresse aussi bien aux chercheurs et aux professeurs du monde universitaire qu'aux praticiens qui souhaitent explorer les différentes facettes des liens entre le développement durable et la gouvernance.

L'approche choisie par W. Neil Adgar et Andrew Jordan pour éclaircir la question du développement durable ne manque certes pas d'intérêt. Le développement durable est un processus de changement de la façon dont la société est organisée. À cet effet, Adgar et Jordan définissent autant les processus que les résultats de ces processus, deux dimensions pertinentes à la gouvernance du développement durable, tout en mettant en lumière le lien avec le contexte. Le développement durable dépend également des relations sociales entre les individus et les sociétés et leur environnement naturel. Cette conception des acteurs de la société en relation est pertinente à l'étude des phénomènes en sciences sociales de façon générale.

Les définitions et les cadres conceptuels adoptés présentent des caractères d'adaptation et de flexibilité, ce qui permet de dépasser le contexte britannique dont provient la majorité des auteurs. Par ailleurs, il aurait été intéressant d'intégrer des articles d'auteurs provenant de contextes différents ou présentant le point de vue et la position des pays en développement. En effet, étant donné que plusieurs contributeurs ont souligné l'importance d'inclure autant les pauvres que les riches dans une prise de conscience générale autour du développement durable, un regard neuf sur différents pays, leurs besoins et leurs engagements dans le dossier du développement durable aurait complété la perspective multidisciplinaire présentée dans cet ouvrage en apportant une vision internationale. Le développement durable nécessite une réflexion autour d'une gouvernance internationale.

*Par NAÏMA BENTAYEB*

*Doctorante en analyse et management des politiques publiques, École nationale d'administration publique du Québec*